

de tenter une entreprise sur Lyon, pour « enlever au roi de France presque tous les moyens qu'il a de se procurer de l'argent ». En fait la crise ne commença sur cette place qu'aux paiements de la foire d'août, c'est-à-dire en septembre 1557. Les receveurs royaux déclarèrent que le roi ne paierait les intérêts et primes du *grand parti* que pour 200.000 écus, et ferait un nouvel emprunt. Mieux avertis que les nationaux, les capitalistes étrangers, surtout les Portugais, s'étaient hâtés de négocier leur papier, qui tombait à 85 %. Pour éviter la catastrophe, on recourut à tous les stratagèmes : les « nations », c'est-à-dire les banques étrangères établies à Lyon, acceptèrent la jonction au capital des intérêts échus, et prêtèrent 100.000 écus. Mais on s'enfonçait de plus en plus. Un groupe allemand consentit, sur divers produits des douanes, 400.000 livres à 14 % à la fin de 1557, puis 164.000 livres à 12 % au début de 1558. Par des dons gratuits levés sur les sujets, des emprunts sur les biens du clergé, on obtint un relèvement passager, mais le papier variait entre 70 et 78 %.

Les appels au crédit ne cessaient pas. « A Lyon, écrivait le 17 mai Mundt ⁽¹⁾, 100.000 écus sont pris pour le duc de Lorraine, et une plus grande somme est promise, payable pour le même objet », c'est-à-dire pour favoriser les vues de Lorraine sur la couronne de Suède.

Banqueroute française, banqueroute espagnole, c'était pour les deux Etats l'impossibilité de poursuivre la guerre. La paix bâclée de Cateau-Cambrésis s'explique en partie par ces raisons financières. Elle rendit un peu de confiance aux banquiers. Grâce à un remboursement partiel, à quelques rachats, le papier du *grand parti* retrouva le cours de 1557. Mais la mort de Henri II fut le coup de grâce. Elle fit apparaître la situation qui devait glacer d'effroi les Etats généraux de 1560 : le roi laissait une dette évaluée entre 36 et 44 millions de livres.

Or les guerres de religion allaient encore coûter de l'argent, car on faisait surtout la guerre avec des mercenaires, donc avec des emprunts. Le 22 janvier, Gresham écrit à Cecil : « Le roi de France lève au moins 20.000 fantassins en Allemagne

(1) *Cal. Eliz. For.* n° 697.